



## MANIFESTE POUR L'INCIDENCE POLITIQUE DANS LES ESPACES DÉCISIONNELS

La Plateforme Mercosul Sociale et Solidaire –PMSS–, formée par des organisations de la société civile d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay, signataires de ce document, avec le soutien de mouvements sociaux et syndicaux, d'entités, d'organisations sociales et d'associations populaires, d'indigènes et les peuples traditionnels et les organisations internationales, qui souscrivent également à ce manifeste, rendent publique leur défense inconditionnelle de la démocratie et appellent à faire face à la vague actuelle d'attaques de la droite et de l'extrême droite, qui menacent les droits conquis, tentent d'empêcher ou d'inverser le progrès social. et mettre la démocratie elle-même en danger.

La crise économique mondiale, alimentée par le modèle néolibéral, nous affecte, intensifie les conflits, génère du chômage et aggrave la pauvreté, brisant les liens de solidarité et produisant des souffrances, en particulier parmi les populations les plus vulnérables. Cette situation exige des politiques sociales et des services publics plus nombreux et de meilleure qualité, et non leur réduction ou leur extinction, ce qui nécessite de défendre les politiques publiques réalisées et de faire avancer la lutte pour une société de plus en plus démocratique, plus égalitaire et solidaire, libre de toute forme d'exclusion, d'oppression ou de discrimination.

Pour qu'il y ait une démocratie inclusive, juste et participative, surmontant toutes les formes d'intolérance, avec l'équité de genre, raciale, ethnique et générationnelle, nous appelons à redoubler la lutte du champ populaire pour la justice et à promouvoir des actions qui construisent une société. de bien vivre. Pour renforcer notre action commune, nous invitons toutes les organisations à se joindre à cette action et à présenter un agenda commun, à défendre dans les espaces décisionnels locaux, nationaux et régionaux où nous opérons, avec des exigences de défense et d'approfondissement de la démocratie.

Les organisations PMSS, ainsi que les organisations et mouvements sociaux, les associations populaires, les organisations de peuples autochtones et traditionnels et les organisations internationales, s'engagent à :

- Continuer à renforcer les mouvements sociaux, leurs revendications, leurs luttes et leurs réalisations dans les pays et la région et, grâce à la coordination, établir des synergies permettant un accès élargi aux droits.
- Générer des processus de formation intégrale basés sur l'éducation populaire, convaincus que l'un des moyens d'obtenir la participation et l'impact des organisations et des groupes sociaux et le renforcement de la démocratie et de la culture civique proviennent de la base sociale.
- Défendre les politiques publiques réalisées dans chaque pays, avec la gestion participative des ressources du budget public pour la mise en œuvre de ces politiques et élargir l'approbation et la mise en œuvre de cadres juridiques qui protègent la vie, les personnes et les organisations qui défendent les droits de l'homme et les biens communs.



- Faire connaître les luttes, les revendications et les réalisations à travers la communication, en créant des récits communs et intergénérationnels, en valorisant les réalisations sociales, le transfert de la mémoire collective et la démocratisation des voix qui participent dans différentes sphères publiques, en promouvant les dialogues locaux, nationaux et régionaux.

*27 avril 2024*



## **Nos propositions**

### **Au niveau local**

- Promouvoir de nouvelles stratégies de soins collectifs auprès des organisations dans un contexte de discours de haine et de criminalisation des manifestations.
- Renforcer les identités des organisations, en favorisant les échanges qui leur permettent de faire connaître ce qu'elles font dans les territoires, en récupérant le travail de base et en travaillant sur la base des intérêts et des besoins des populations les plus vulnérables.
- Construire des espaces de rencontre sur le territoire et favoriser le réseautage.
- Reconnaître les politiques locales qui peuvent soutenir les processus des organisations et promouvoir des stratégies pour pérenniser leurs actions.
- Participer activement aux espaces de formulation et de contrôle des politiques publiques et de défense des droits de l'homme et des biens communs.
- Renforcer les processus de formation populaire à travers des espaces d'organisation populaire, en resserrant les relations entre les mouvements ruraux et urbains, en impliquant les jeunes.
- Influencer les processus électoraux, en recherchant l'engagement des candidats (en particulier des femmes) envers les revendications des secteurs les plus vulnérables, en promouvant l'éducation civique, comprise comme une forme de participation citoyenne et en réfléchissant à la manière dont la société participe efficacement à la construction de la société et l'état.
- Continuer à réfléchir et à approfondir dans chaque organisation le sens de la démocratie et ses implications pour la vie des femmes et des populations vulnérables.
- Élargir la démocratisation des territoires, en promouvant la gestion communautaire des biens communs et la souveraineté alimentaire comme stratégie politique pour faire face à l'agro-industrie, à la privatisation de l'eau et à tout ce qui implique la gestion et la reproduction de la vie dans la pratique quotidienne.
- Faire progresser les droits de la nature et faire face à l'avancée actuelle de l'extractivisme dans les territoires par une mobilisation territoriale et juridique, qui génère l'expropriation des communautés et l'expropriation des biens communs.



- Promouvoir des réunions qui analysent la situation de la communauté et proposent des actions qui conduisent à l'amélioration de la production paysanne et de la commercialisation de manière planifiée, en mettant l'accent sur la production alimentaire et la coordination avec les consommateurs locaux.
- Construire de nouveaux récits liés à ce qui se discute au niveau territorial, rendant visible et promouvant les contributions des communautés dans la construction de la citoyenneté et de la démocratie, sans imposer de visions et de perspectives institutionnelles, en amplifiant les voix des secteurs périphériques de la société.

### **Au niveau national**

- Consolider les équipes de communication composées de jeunes, spécialisées dans la gestion des réseaux sociaux et des nouvelles plateformes, en segmentant les destinataires, pour faire connaître nos propositions, en cherchant à élargir nos voix à d'autres acteurs sociaux, en générant des alliances avec les médias locaux et alternatifs.
- Promouvoir les processus de formation à la citoyenneté, dans une perspective qui fait dialoguer les questions intergénérationnelles et permet de réfléchir aux processus sociaux, économiques, politiques, culturels et environnementaux.
- Guider le gouvernement à partir des espaces décisionnels représentatifs et des mobilisations nationales afin que de réels progrès puissent être réalisés dans la réponse aux besoins urgents de la classe ouvrière rurale et urbaine, avec une attention particulière aux revendications des femmes et des jeunes.
- Insister sur le renforcement des politiques publiques avec des mécanismes efficaces de prévention, d'atténuation et de gestion des conflits d'intérêts, qui garantissent véritablement le droit humain à l'alimentation.
- Face à la forte opposition des secteurs conservateurs, il est important de souligner l'importance d'approuver des lois de protection complètes pour une vie sans violence sexiste et ses implications sur la vie des femmes.
- Exiger que les autorités appliquent des lois qui promeuvent et protègent l'agriculture familiale.
- Revaloriser les mouvements sociaux et disposer d'une cartographie des organisations. La base d'une nouvelle théorie du changement social concerne la valeur que nous accordons aux mouvements sociaux à mesure qu'ils se développent, présentent des propositions communes et ouvrent de nouveaux horizons. Ces horizons ne viennent pas de l'État ou du monde universitaire, ils sont construits populairement.
- Proposer une large consultation entre les organisations paysannes, avec certaines organisations urbaines et syndicales pour proposer des politiques publiques de production et de distribution.
- Construire et socialiser de nouveaux récits pour déconstruire ceux qui ont été positionnés, en utilisant toujours la mémoire et les preuves historiques comme source.



### **Au niveau régional**

- Rechercher des stratégies communes pour faire face aux menaces qui pèsent sur nos démocraties, en maintenant le PMSS actif et élargi et en établissant des alliances pour influencer la construction de politiques publiques transfrontalières, en renforçant le Mercosur au-delà des relations commerciales.
- Promouvoir de nouvelles articulations régionales afin de renforcer l'échange d'expériences et les dialogues dans le Cône Sud, en permettant des réunions de réflexion et de formation qui complexifient les agendas, génèrent de nouvelles alliances et collectivisent les ressources disponibles.
- Récupérer ce qui a été accumulé et parvenir à une plus grande coordination entre les organisations sociales de la région et identifier des réseaux régionaux pour les relier et être présents dans la région pour lutter ensemble pour nos intérêts.
- énérer des espaces qui nous aident à comprendre les dynamiques politiques régionales qui affectent nos démocraties et à construire des significations politiques qui transcendent les frontières nationales.

**C'est la démocratie que nous voulons et pour laquelle nous luttons.**

[www.mercosursocialsolidario.org](http://www.mercosursocialsolidario.org)  
[comunicacion@mercorsocialsolidario.org](mailto:comunicacion@mercorsocialsolidario.org)  
Fb:Plataforma Mercosur Social y Solidario  
Tw: MercosurSocial  
Ig: MercosurSocial

